Samedi dernier, plus de 2.000 personnes défilaient à Bruxelles pour défendre le droit à l'avortement. Des milliers de manifestant-e-s conscient-e-s de la nécessité de se mobiliser face au danger qui plane de plus en plus sur le droit des femmes à décider de ce qu'elles font de leur corps, de leur vie sexuelle, d'avoir un enfant ou non. Le lendemain, un millier d'autres, notamment venu-e-s de l'étranger, défilaient contre le droit à l'avortement au son de chants religieux pour le "droit à la vie" d'un amas de cellules qu'ils considèrent déjà comme vivant ou encore pour éviter -par "l'interdiction pour leur bien"; on connait le refrain- la souffrance que représente l'avortement pour les femmes. Pour en savoir plus sur les arguments de ces intégristes et autres réactionnaires, nous reproduisons ici un article de la Gauche Anticapitaliste suisse pour en savoir plus sur les arguments de ces intégristes et autres réactionnaires, avec une présentation des "prolife" aux Etats-Unis, boostés par la campagne présidentielle. **(LCR Web)**

Dans cette période électorale aux Etats-Unis, les attaques contre l'égalité entre femmes et hommes, y compris le droit à l'avortement, prolifèrent. Le corps féminin devient le champ de bataille des courants conservateurs les plus rétrogrades.

On pourrait mettre les récentes attaques contre les femmes sur le compte du climat surchauffé symptomatique de la période électorale. Cependant, une fois de plus, les atteintes au droit à l'autodétermination féminine reflètent des positions sexistes et classistes qui, dans le cas états-unien, se cachent tant bien que mal derrière des arguments de liberté religieuse et économique.

Le droit à l'avortement est remis en question au moyen de nouvelles mesures qui rendent l'accès à cette intervention très difficile pour les femmes provenant de milieux défavorisés. Ainsi, les subventions à Planned Parenthood et d'autres organisations à but non lucratif offrant des services médicaux à prix modestes sont de plus en plus contestées, voire coupées. Le dérapage le plus grossier à ce sujet revient à l'animateur de de radio Rush Limbaugh qui s'en est pris à l'étudiante Sandra Fluke – et à toutes les autres *«feminazis»* –, la traitant de «pute» p arce qu'elle était prête à témoigner devant le Congrès sur le coût des contraceptifs afin de demander la contraception gratuite pour toutes (son témoignage a finalement été réfuté par le panel exclusivement masculin qui se penchait sur cette question). Fraîchement sortie de la

fabrique des idées républicaine, une autre proposition veut imposer des ultrasons vaginaux à toutes les femmes désirant avorter, cela afin de leur faire voir le fœtus. Constat amer du médecin Terry O'Neil face à cette dernière croisade: «Ces lois font partie d'une campagne coordonnée au niveau des Etats pour produire (…) l'humiliation, l'humiliation rituelle par la loi.»

Gouverner la sexualité féminine

Les différentes tentatives de gouverner la sexualité féminine sont, comme le dit la militante Loretta Ross, «un retour au XIXe siècle». Avec des candidats à la présidentielle qui affirment sérieusement que la contraception «est un permis pour faire des choses dans le domaine sexuel qui vont à l'encontre de la façon dont les choses devraient être» (Rick Santorum), revenir au XXIe siècle et ses «acquis» semble un long chemin. Le puritanisme des «experts» masculins de la droite permet de condamner la sexualité féminine qui n'est pas directement liée à sa fonction biologique, reléguant aux femmes seules la responsabilité liée à l'avortement, à la contraception et à la reproduction.

Faire de la politique pour le 1%

Outre les arguments moraux, ce sont des motifs économiques qui justifient le démantèlement des services sociaux aux dires des responsables, qui prétendent qu'il faut économiser (tout en se disant prêts à attaquer l'Iran). Leurs offensives contre le système de santé subventionné ne touchent certainement que peu les femmes privilégiées, à l'instar de l'épouse du candidat Mitt Romney, qui possède «quelques Cadillac»; elles sont par contre désastreuses pour les femmes les plus précarisées. Ce sont les mères célibataires, les femmes sans assurance maladie, etc. qui bénéficient des services mis à dispositions par Planned Parenthood, et qui paient les premières le prix de cette politique qui mélange valeurs ultraconservatrices et arguments économiques fallacieux.

Source: http://www.gauche-anticapitaliste.ch/?p=6212